

Portugal : La résistance aux politiques austéritaires dont les médias ne parlent pas ! (Rencontre avec Marisa Matias)

Alors que les médias ont relaté dans le détail l'accession au pouvoir de Syriza et les concessions de ce parti face aux menaces exercées par l'Union Européenne, rien ou presque n'est relaté du virage politique pris par le Portugal depuis fin 2015. C'est pourtant une expérience singulière et riche d'enseignements. Nous avons rencontré Marisa Matias afin d'évoquer avec elle ce qui se déroule actuellement au Portugal.

Marisa Matias est un personnage singulièrement attachant de la gauche européenne. Née dans le village d'Alcouce dans la province de Coimbra, elle est sensibilisée aux idées de justice sociale par un dirigeant communiste local. Elle va ensuite suivre les cours de sociologie à l'université de Coimbra, et notamment s'intéresser aux travaux de Boaventura de Sousa Santos, intellectuel engagé dont elle deviendra une proche collaboratrice. Après sa participation au mouvement étudiant, elle s'engage dans le nouveau mouvement politique Bloco de Esquerda, et en est la candidate pour la province de Coimbra. En 2009, Marisa est élue au Parlement européen. Elle y siège à la Commission de l'environnement, puis à celle des affaires économiques après sa réélection en juin 2014. Elle y mène une lutte frontale contre les politiques d'austérité et devient membre active de la Commission spéciale sur les privilèges fiscaux pour les multinationales, créée suite aux

révélations des Luxleaks. Début 2016 elle est candidate à la présidence du Portugal pour le Bloco, lui apportant un score historique de 10,13 % des voix. Au Parlement européen, elle est aussi membre de la délégation pour les relations avec le Machrek et de l'Intergroupe sur les biens communs et les services publics. Enfin, elle est également vice-présidente du Parti de la Gauche Européenne.

Le Portugal a subi de plein fouet la dite « crise de 2008 ». Suite aux décisions politiques qui ont suivi cette « crise », La dette du pays est passée en quelques années de 90% à 135% du PIB. Les divers gouvernements qui se sont succédés, et singulièrement la droite qui a dirigé le pays jusqu'en 2015, ont appliqué avec un zèle absolu les politiques d'austérité et de privatisation réclamées par l'UE, plongeant un grand nombre de Portugais dans la misère. Durant cette période, 500.000 Portugais ont quitté le pays. Cela représente un habitant sur vingt. C'est un exode comme le pays n'en avait plus connu depuis la période de la guerre coloniale il y a un demi-siècle.

Face à cette situation exceptionnelle, le Bloc de Gauche (*Bloco de Esquerda*) avait signalé dès juillet 2015 qu'il était disposé à participer à une coalition de gauche qui renverserait la droite et mettrait fin aux politiques d'austérité.



En octobre 2015, les élections permettaient à la droite (en baisse) de demeurer le premier parti (38,4%). Mais elles permettaient surtout aux socialistes (32%), au Bloc de gauche (10,2%) et à la Coalition démocratique unitaire (8,3%) composée des communistes (PCP) et d'un petit parti écologiste, de devenir majoritaires. Encore s'agissait-il de trouver un accord entre ces formations. Cela ne fut pas simple,

tant en raison de l'opposition de certains cadres socialistes qui préféraient s'allier à la droite, que de la rivalité ancestrale entre le bloc de gauche et les communistes portugais. Mais un, ou plutôt des accords séparés furent signés, le Bloc de Gauche, les communistes et les écologistes soutenant le gouvernement socialiste de l'extérieur (c'est-à-dire sans disposer de ministres) sur base d'un programme détaillé contenu dans ces accords.

La politique de ce gouvernement, soutenu par les gauches parlementaires, a marqué une rupture nette avec les politiques précédentes. Citons notamment une diminution de l'impôt sur le travail et une fiscalité plus tournée vers le capital, un retour aux 35h/semaine (contre 40h précédemment) dans tout le secteur public (et devant s'étendre prochainement au secteur privé), la restauration d'un niveau plus décent de pensions et d'allocations sociales, la mise en place d'un tarif social sur l'électricité (concernant les 2/3 de la population), la fin de tous les processus de privatisation (notamment des métros, trains et bus) et des PPP dans la santé.

La situation n'est évidemment pas complètement idéale. Bien des sujets ont échappé à l'accord, comme c'est le cas notamment de l'opposition aux accords internationaux tels que le CETA et le TTIP. Certaines privatisations n'ont pu être

évitées, comme notamment la privatisation à 49% de la compagnie d'aviation nationale TAP. Si le virage à gauche est marqué dans certains secteurs comme dans l'enseignement qui vient de connaître une manifestation massive ... en faveur des mesures gouvernementales (cela nous paraît presque exotique), le combat reste rude dans d'autres avec des ministres socialistes nettement moins à gauche. D'un point de vue global, deux difficultés majeures se posent. Premièrement, il y a la question de l'investissement public. Le pays ne dispose actuellement pas de la capacité budgétaire suffisante pour initier une série d'investissements socialement et écologiquement souhaitables, et il semble qu'il en sera aussi ainsi en 2017. La seconde difficulté concerne les relations avec les institutions européennes. Le Portugal a eu la grande chance (à la différence de la Grèce) de ne pas être exclu du cadre du mécanisme européen de solidarité – ce qui le protège d'une trop grande voracité de la part des marchés financiers quand il doit renouveler les emprunts qui financent sa dette publique – et lui permet jusqu'à ce jour d'éviter d'éventuelles sanctions européennes. Mais les relations avec l'UE demeurent particulièrement tendues, car le nouveau gouvernement ne respecte pas les prescrits européens en matière de gouvernance budgétaire, c'est-à-dire ne multiplie pas les attaques contre les droits des travailleurs, des allocataires sociaux et les services publics.

Après 6 mois de gouvernement à peine, il est difficile de tirer déjà un bilan. Certaines inflexions sont toutefois déjà clairement marquées. Les mesures prises par le gouvernement ont eu pour résultat de relancer l'économie intérieure et de conduire à de meilleures rentrées fiscales. En conséquence, le déficit public est passé de 5,5% à 3,3% du PIB. C'est évidemment un résultat impressionnant. Par ailleurs, les prévisions actuelles font état d'un déficit baissant encore autour de 2% pour la fin d'année. C'est un pied de nez magistral aux politiques d'austérité et la démonstration claire qu'une autre politique est non seulement possible mais

également efficace, alors que les pays ayant choisi la voie de l'austérité s'enfoncent chaque jour d'avantage dans la crise. On constate également que la population soutient très largement son gouvernement. Les sondages annoncent ainsi un PS et un Bloc de Gauche en hausse dans les intentions de vote et la stabilité des communistes et des verts, alors que la droite recule. Ceci devrait constituer un message clair à l'attention des partis sociaux-démocrates. A l'image du Labour de Jeremy Corbyn, haut dans les sondages et ayant multiplié par six son nombre de membres, les partis socialistes qui font le choix d'un retour à gauche se portent infiniment mieux que ceux qui (en France mais également en Belgique) ne décident pas de rompre avec les logiques d'austérité.

L'année 2017 s'annonce cruciale. L'accord de gouvernement portugais prévoit d'accélérer les politiques en rupture avec les logiques d'austérité. La commission et l'UE laisseront-elles un contre-modèle se développer avec succès en leur sein ? Le premier ministre socialiste portugais résistera-t-il aux pressions qui s'exerceront sur lui ? Bien évidemment, l'évolution politique dans d'autres pays, comme l'Espagne, ne sera pas sans conséquence sur la possibilité de voir ces politiques alternatives se poursuivre et contaminer d'autres pays européens.

Synthèse réalisée par Didier Brissa, Pierre Eyben, Paul-Emile Dupret et Dimitri Zurstrassen